



**Le lanceur d'alerte Boris Bertolt explique que ministre des Sports Narcisse Kombi Mouelle et celui des Finances Louis Paul Motaze, puis le secrétaire général de la primature, Seraphin Magloire Fouda jugent le montant excessif.**

Les choses ne vont pas se passer comme il l'aurait souhaité. Samuel Eto'o a demandé à l'Etat de mettre à la disposition de la Fecafoot une faramineuse somme de près de 14 milliards pour la participation du Cameroun au mondial Qatar 2022.

Une somme qui a laissé dubitatif le gouvernement dans ce contexte de vaches maigres, où les engagements sont nombreux et les recettes un peu chiches.

La requête des 14 milliards Fcfa a d'abord été transmise au ministère des Sports, puis dans les services du Premier ministre. Dion Ngute a renvoyé la copie pour avis au ministère des Finances. Non sans susciter quelques commentaires à l'immeuble Étoile, où l'on a fait savoir que jamais une telle somme n'avait été demandée pour la participation du Cameroun à une compétition internationale, révèle lanceur d'alerte Boris Bertolt.

Une enquête menée par Vision 4 est venue reconforter Boris Bertolt. La télévision privée informe que demande que la demande de Samuel Eto'o a connu une fin de non recevoir par le premier ministre et la présidence de la République, qui elle, a prévu une enveloppe de 4

milliards 500 millions de FCFA.

Dans les bureaux feutrés d'Etoudi, l'on se pose la question de savoir où est passé le milliard versé par la FIFA pour les préparations alors que l'Etat supporte déjà des frais inhérents aux Lions indomptables?

Confrontée à ces faits connus du gouvernement, la FECAFOOT fait savoir que les 14 milliards Fcfa ne vont pas seulement servir pour la coupe du monde mais également pour la rénovation et la construction de nouveaux stades. Au Premier ministre Dion Ngute de demander: " Depuis quand la construction des stades nationaux incombe à la fédération? Qu'en est-il des plans en cours déjà financés par le gouvernement?". Les explications de la FECAFOOT ne convainquent ni le premier ministre, ni le ministère des Finances, a fortiori celui des Sports, fait savoir encore Boris Bertolt.